

Je voudrais poser une question sensée aux députés libéraux et néo-démocrates. Combien de temps pouvons-nous continuer à dépenser de l'argent que nous n'avons pas? D'après certaines réflexions, cette question ne les préoccupe pas de toute évidence. Elle ne les a pas préoccupés pendant quinze ans. De toute apparence, ils continuent à considérer ce problème comme une sorte de blague. Ce n'en est pas une. Il faut prendre des mesures raisonnables. La seule solution à brève échéance consisterait à emprunter davantage ou à faire marcher la planche à billets. Autrement dit, nous provoquerions de l'inflation en imprimant de l'argent et nous dévaloriserions notre monnaie, ou nous serons finalement incapables d'assurer le service de la dette nationale. Ce qui m'a surtout incité à venir au Parlement—et c'est vrai pour bien d'autres députés également—c'est le désir d'affronter le déficit et de l'enrayer convenablement. Je suis déçu et en fait consterné par l'attitude désinvolte que les députés de l'opposition ont adoptée à l'égard du déficit.

Le projet de loi C-84 constituait une tentative raisonnable de résoudre le problème du déficit—une augmentation d'impôts modeste, quelques petites mesures, rien de trop dur. Les députés des partis de l'opposition qui se cachent la tête dans le sable, se bornent à le critiquer. C'est pourtant l'alliance de ces deux partis qui a créé un déficit impossible. Que font-ils lorsqu'on a affaire à un gouvernement disposé à prendre des initiatives raisonnables et efficaces? Nous n'entendons que des lamentations et des plaintes. Il est temps que l'opposition réagisse de façon raisonnable. Il faut qu'elle donne son avis. Il faudrait tenir immédiatement un vote à la Chambre. Les partis de l'opposition seraient peut-être disposés à réagir, à sortir la tête du sable et à faire preuve de bon sens. Compte tenu de l'importance de notre déficit, nous devons faire augmenter nos recettes, dépenser moins et essayer d'équilibrer nos comptes.

**M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell):** Monsieur le Président, j'ai été vraiment étonné d'entendre le discours du député de Swift Current-Maple Creek (M. Wilson). Je n'en ai pas cru mes oreilles. Les députés conservateurs d'en face conviendront, j'en suis sûr, que le parti conservateur a changé de visage. Vous souvenez-vous de lui, monsieur le Président? Compte tenu de votre objectivité, vous vous souviendrez sans doute de cette annonce que le parti conservateur avait fait publier dans les journaux du Canada:

Il est souvent question de la Constitution depuis quelque temps, mais entendons-nous beaucoup parler de la désindexation?

En fait, tel était le titre d'une annonce parue au début des années 80. Je vous lis la suite:

La Constitution fait la manchette des journaux. Elle retient tellement l'attention qu'on entend peu parler du budget que les libéraux vont bientôt présenter.

● (1630)

**M. Brisco:** Et le programme des 6 et 5 p. 100, Boudria?

**M. Boudria:** Le député d'en face ferait mieux d'écouter, car il peut trouver cela instructif. Le budget en question risquait d'instaurer la désindexation. Eh bien, il n'est plus nécessaire de se perdre en conjectures quant à cette fameuse désindexation, car c'est maintenant chose faite. Ce ne sont pas les libéraux,

mais les conservateurs qui nous ont apporté cette désindexation tant redoutée dont nous avons tellement entendu parler il n'y a pas si longtemps.

Les conservateurs jugeaient utile d'acheter des pages entières de publicité dans les hebdomadaires du pays pour faire peur aux Canadiens lorsqu'ils siégeaient dans l'opposition, mais maintenant qu'ils sont au pouvoir, la désindexation leur paraît parfaitement raisonnable. C'était pourtant une mauvaise chose lorsqu'ils siégeaient dans l'opposition. Ce matin, nous avons entendu la ministre d'État aux Finances (M<sup>me</sup> McDougall) nous dire, même si ce n'était pas avec une grande éloquence, que nous aurions dû éliminer l'indexation. Elle a répudié la politique adoptée par les conservateurs pendant plusieurs dizaines d'années. Qu'est-il arrivé à la ministre d'État aux Finances? N'a-t-elle pas lu les discours des anciens chefs du parti conservateur? Comment cette ministre a-t-elle pu répudier ainsi la politique conservatrice? Ces conservateurs-là n'ont rien de progressistes, monsieur le Président. Peut-être a-t-elle été élue à ce titre, mais de toute évidence elle appartient plutôt à un parti rétrograde qui ne vise qu'à sa propre préservation. Examinons les faits.

**Une voix:** Cela vaut mieux que . . .

**M. Boudria:** Examinons les faits . . . et je ne tiendrai pas compte des propos anti-parlementaires de certains députés conservateurs. Je m'intéresse aux problèmes et aux gens et non pas aux propos anti-parlementaires de certains conservateurs à l'esprit mal tourné.

Les cloches ont sonné dans ce bâtiment il y a quelques années à propos d'un projet de loi. Pendant combien de temps ont-elles sonné? Pendant des jours et des jours, à propos d'un projet de loi dit omnibus. En fait, un projet de loi omnibus c'est un bill de l'épaisseur du projet de loi C-84. Vous pouvez voir qu'il contient des centaines et des centaines d'articles et de paragraphes. Pendant combien de temps avons-nous examiné ce projet de loi omnibus? Environ une dizaine d'heures. Je suis certain que le secrétaire d'État (M. Bouchard) l'a lu d'un bout à l'autre. Il est conscient de sa complexité et souhaite que la Chambre des communes puisse tenir un débat approfondi sur cette question vitale et importante pour les Canadiens. C'est une question sur laquelle son parti a été très éloquent lorsqu'il avait peur de la désindexation. Oui, les conservateurs en avaient peur, mais leur crainte a disparu. Leur soif de pouvoir et d'argent les a amenés à adopter ce genre d'attitude. Pourquoi veulent-ils cet argent, monsieur le Président?

**Une voix:** Pour payer les factures.

**M. Boudria:** Va-t-on le donner aux pauvres? Certainement pas. Va-t-on l'utiliser à des fins utiles? J'en doute. Permettez-moi de vous citer quelques exemples du gaspillage que le gouvernement va faire de ces fonds.

Je voudrais vous citer quelques chiffres concernant les recettes découlant de l'impôt direct visant les particuliers—et je m'inspire d'un document ministériel officiel secret que l'opposition a pu obtenir. Nul ne peut nier qu'il s'agisse d'un document secret puisque le gouvernement l'a déjà admis.